Département des LANDES
Arrondissement de DAX
Canton du PAYS MORCENNAIS TARUSATE
COMMUNE DE MEILHAN

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
SEANCE DU VENDREDI 9 JUIN 2023

DEPARTEMENT DES LANDES
COMMUNE DE MEILHAN
ARRONDISSEMENT DE DAX
Date de convocation : 25/05/2023

Nombre de Conseillers en exercice : 15
Nombre de présents : 12
Nombre de votants : 14

Présents : LOUBERE Patricia, LACOSTE Claude, CHABANNE Éric, MEURIS Olivier, DESPOUYS Véronique, LOUBERE David, LAPETRE-TAUZIET Nadège, SOUX Benoit, ILHARDOY Sandra, LINXE Justine, TESTEMALE Maurice, CHARON-BURNEL Mathilde

Excusés : HUREL Catherine, LAULOM Vincent

Absente : DUCROT Stéphanie

Procurations : M^{me} HUREL a donné procuration à M^{me} LOUBERE,

M. LAULOM a donné procuration à M. SOUX.

Secrétaire de séance : M. Chabanne Eric

Le conseil municipal adopte à l'unanimité, le procès-verbal de la séance du 10 mai 2023.

Ordre du jour :

- . AFFAIRES SCOLAIRES : projet pédagogique
 - . PERSONNEL TERRITORIAL : recrutement adjoint animation, recrutement adjoint administratif principal 1^{ère} classe
 - . QUESTIONS DIVERSES : demande participation voyages à Bordeaux classe 4^{ème}, collègue Jean Rostand, demande participation stage percussions collègue Jean Rostand, SIETOM liste des producteurs non ménagers, Sablière Meilhan délibération remise en état de la sablière proposée par les Groupe Daniel, Redevance 2022, attestation de mise à disposition de terrain pour la compensation à la destruction d'habitat d'espèces protégées...
-
-

APPROBATION PROJET PEDAGOGIQUE

Madame le Maire propose de reporter à la prochaine séance la discussion ; la commission éducation n'a pu travailler sur le projet car ce dernier ne lui avait pas été transmis.

La commission éducation se réunira le 20 juin prochain à 19 heures pour examiner le projet pédagogique.

PERSONNEL TERRITORIAL

DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT D'ANIMATION

Madame le Maire propose de reporter la discussion à la séance du conseil municipal du mois de juillet.

DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE

Madame le Maire donne le compte rendu des deux réunions de la commission du personnel relative au recrutement d'un agent pour la bibliothèque et l'agence postale.

Aujourd'hui, un agent a été recruté en CDD pour 17 heures hebdomadaires à l'agence postale et un autre personne a été recruté pour la bibliothèque pour 10 heures hebdomadaires et 3 heures hebdomadaires pour le CLAS.

L'idée de Madame le Maire serait de remplacer Mme EL HARIZI (qui ne pourra plus être rémunérée à compter de juillet 2023, car elle a atteint l'âge légal) ainsi que l'agent recruté en CDD à l'agence postale. Le recrutement serait facilité compte tenu du volume d'heures sur les deux postes.

Madame le Maire rappelle la présentation de l'équipe des bénévoles de la bibliothèque lors d'une séance du conseil municipal à laquelle Mme Sonia Beauvallet était présente. Elle est compétente, a un bon esprit, a mis beaucoup de choses en place depuis son arrivée en immersion dans la collectivité. Actuellement rémunérée par la CCPT sur un emploi cadre A, Sonia est en période de reclassement jusqu'au 30 juin prochain suite à inaptitude à son poste de travail.

La collectivité ainsi que la CCPT ont saisi le Centre de Gestion des Landes pour des renseignements sur un éventuel recrutement de l'agent.

Il existe trois possibilités pour l'agent.

Recrutement de l'agent en CDD, recrutement libre, l'agent sera contractuel et rémunéré selon un indice fixé par la collectivité. La collectivité ne peut la recruter sur un poste catégorie B. L'agent devra se mettre en disponibilité pour convenance personnelle.

L'agent a également la possibilité de bénéficier d'un reclassement pour inaptitude physique et est intégré à la commune. L'agent sera rémunéré sur le grade le plus élevé du cadre d'emploi, filière administrative, soit l'indice majoré 473.

La commission du personnel a examiné les différentes possibilités lors de sa réunion.

M. Soux demande si l'agent de la poste va arrêter.

Madame le Maire précise que son contrat prend fin au 30 juin prochain. Soit la collectivité prolonge le contrat, soit elle procède au remplacement de l'agent de la bibliothèque seulement pour 13 heures.

Mme Linxe s'interroge : « lui as-tu demandé si elle continuerait après son congé maternité ? »

M. Testemale ajoute « oui si c'est libre ».

Mme le Maire rend compte au conseil de l'entretien avec l'agent en CDD de l'agence postale. « L'agent a été informée que la commune souhaitait regrouper les deux contrats. Cela lui a été dit, mais elle ne peut pas faire de l'animation, seule la partie administrative lui convient. Si l'on scinde les deux contrats, la commune devra recruter un agent capable d'assurer l'animation et l'administratif. On peut rester comme on est, mais recruter une personne pour 13 heures hebdomadaires va être difficile. Mme Beauvallet n'acceptera pas. Si vous êtes d'accord, ce sera le choix du conseil municipal. On peut également proposer deux CDD, on rémunère l'agent comme on le souhaite mais Mme Beauvallet repart à zéro au point de vue carrière».

M. Meuris intercède «si l'agent se met en disponibilité quelle sera la durée ? Les collectivités ne devraient plus recruter en CDD, poste non pérenne, cela est toléré, à la condition que le contrat ne soit pas éternel ».

Mme le Maire rajoute que le recrutement par CDD est quand même possible.

Madame le Maire précise que les bénévoles ne souhaitent pas reprendre le travail de Leila.

La dernière solution proposée par le CDG est un reclassement pour inaptitude physique. La collectivité peut l'embaucher, elle sera stagiaire et titularisée l'année suivante. Mais obligation de la recruter en catégorie C, sur l'échelle de l'échelon le plus élevé. Le CDG viendra compléter le brut indiciaire jusqu'à concurrence du brut indiciaire que perçoit l'agent actuellement. L'agent conserve tous ses droits, elle peut bénéficier du RIFSEEP contrairement à un CDD. Suite à son reclassement, La CCPT va la rémunérer pour les mois de juillet, août et septembre

Madame le Maire rend compte au conseil municipal de l'entretien avec la DRAC et la médiathèque départementale. La commune peut bénéficier d'une aide de la DRAC, mais il y a une obligation de monter à 17.50 heures hebdomadaires afin de prouver le nombre d'heures d'ouverture. En 2019, il y avait 7.5 heures d'ouverture hebdomadaires. Le temps d'ouverture pour une commune de 1200 habitants correspond à ½ ETP.

La DRAC peut financer à hauteur de 7 heures hebdomadaires pendant trois ans, selon un pourcentage dégressif ; 70 % les trois premières années, 60 % la quatrième année et 50% la cinquième année.

Mme Linxe Justine intervient « aujourd'hui le temps d'ouverture est de 15 heures hebdo ».

Mme le Maire précise « oui depuis que Sonia est là, la bibliothèque est ouverte plus souvent. La DRAC impose 17h50 hebdo, mais il faut pérenniser l'emploi contre leur aide financière ».

Mme Ilhardoy demande si les heures de l'agence postale seront changées.

Mme le Maire informe « le nombre d'heures ne sera pas changé, mais les horaires oui. Mme Beauvallet est au courant de ces possibilités et de l'aide du CDG. Dans la situation actuelle, le coût pour la collectivité par mois pour les deux contrats de l'agence postale et de la bibliothèque représente 905 €, pour un total annuel de 10 860 €. Demain si la commune procède à un recrutement avec deux CDD, dont un CDD de 17h50 pour l'agence postale et de 13 heures pour la bibliothèque, la DRAC ne viendrait en aide que si l'emploi est pérennisé mais la collectivité est libre de faire ce qu'elle veut. Une simulation a été réalisée, avec ce scénario, le coût pour la collectivité s'élève à 5 805,00 € par an en plus par rapport à aujourd'hui. Dans le cas où la collectivité recrute l'agent, selon l'indice 473, et en ayant inclus le RIFSEEP, le coût supplémentaire pour la collectivité s'élève à 11 804 € par an par rapport à actuellement ».

Mme Ilhardoy demande quel serait la rémunération de l'agent.

Mme le Maire répond « dans la solution n° 2 la rémunération de l'agent s'élèverait à environ 1 500 €, dans la solution n° 3, l'agent percevrait 1 861 €, RIFSEEP compris, le CDG venant en complément à hauteur de son indice brut actuel ».

M. Meuris demande si Mme Beauvallet accepte le poste.

Mme Ilhardoy demande si avec un salaire net de 1500€ ou 1800 € l'agent va signer le contrat.

Mme le Maire répond qu'elle ne sait pas.

M. Soux demande si dans la solution n° 3, l'agent serait embauché.

Mme le Maire rajoute « dans la solution n° 2 elle dira non, par contre avec la 3^{ème} solution elle sera d'accord. La commission du personnel a voté lors de la dernière réunion, la solution n° 3 a été retenue à la majorité ».

M. Soux ajoute « mais cette solution coûte le double ».

Mme le Maire souhaite que le conseil municipal se prononce.

M. Soux précise « cela représente 10 000 € de plus pour 3 heures de plus d'ouverture de la bibliothèque ».

Mme le Maire réplique « si la majorité est d'accord pour la solution n° 3, alors ce soir, on valide le principe uniquement. Un dossier doit être déposé auprès de la DRAC, si la demande est acceptée, alors le conseil devra délibérer pour le recrutement. L'embauche interviendra après l'acceptation.

M. Soux rajoute cela représente 10 000 € que pour la bibliothèque.

Mme le Maire réplique « non ce n'est pas cela. C'est la valeur de l'indice du traitement brut qui est supérieure ».

M. Chabanne intervient « nous on regarde ce que cela génère pour la collectivité ».

Mme Ilhardoy ajoute « on peut lancer la candidature, on peut trouver quelqu'un d'autre ».

Mme Lapêtre-Tauziet « deux personnes à recruter en si peu de temps, cela va être compliqué. Beaucoup d'entreprises ont des difficultés pour recruter ».

M. Soux rajoute « on va trouver ».

Mme Lapêtre-Tauziet « difficile en période estivale ».

Mme Despouys demande « lors du recrutement de l'agent actuel à l'agence postale, y avait-il d'autres candidatures ? »

M. Lacoste précise « les profils ne correspondaient pas pour la poste ».

M. Testemale ajoute « le delta de 11 000 € sera peut-être en baisse, car il n'a pas été déduit l'aide pour le CLAS, ce qui change tout ».

M. Meuris demande : « le RIFSEEP a été calculé dans les mêmes conditions que les autres agents ? »

Mme le Maire répond : « cela correspond à un 13^{ème} mois, auquel il a été rajouté 50 € net par mois, le calcul a été effectué sur les mêmes bases que les autres agents ».

M. Chabanne réplique : « je suis à la commission du personnel et j'ai voté contre. L'indice 473 et un montant supplémentaire de 11 000 € pour la collectivité m'interpellent ».

M. Lacoste rajoute « le risque est de ne pas trouver de candidat, ainsi que tous les ans une aide en diminution d'où un coût de plus en plus élevé ».

M. Testemale intervient « l'aspect financier OK, mais on a une évolution de la bibliothèque, avec une accélération de la qualité. On ne peut pas dire que l'on est d'accord et ne pas consolider cette progression. La qualité doit être pérennisée. Demain on pourra dire que l'on a une médiathèque ».

M. Chabanne réplique « et des coûts supplémentaires ».

M. Soux rajoute « on le savait dès le départ ».

Mme Lapêtre-Tauziet intercède « pour certains administrés, la poste ne sert à rien ».

M. Lacoste dit « on a la fréquentation de la poste ».

Mme Linxe précise « la fréquentation de la bibliothèque est importante, beaucoup de personnes y vont ».

Mme Ilhardoy intercède « j'allais à la bibliothèque avant, maintenant on a une pression. On nous fâche avec cette bibliothèque, si on ne va pas aux manifestations. On a l'impression que l'on est contraint. On a toujours des débats animés pour la petite enfance ».

Mme Linxe rajoute « pour les agents techniques je ne commente pas car je n'ai pas de connaissance. Je suis contente que les gens disent que c'est important ».

Mme Lapêtre-Tauziet intervient « le problème que l'on a eu, à la fin des TAP, l'actualité a fait que l'on a beaucoup parlé de la bibliothèque. Je ne veux pas défendre Mme le Maire, mais elle nous

invite à aller à toutes les manifestations communales. Quand tu es élue, tu dois être présente pour toutes. Cela fait partie de mon point de vue ».

M. Testemale dit « on parle de l'école, de la bibliothèque, du centre de loisirs, de la MAM, on doit faire des efforts pour l'éducation et la culture. Si les différents services disent qu'ils sont contents d'y aller, il faut qu'on mette quelque chose en face. Rajouter 11 000 €, je veux bien reprendre la construction du budget.

M. Meuris intervient « on a étiré les charges car on a des incertitudes sur certains domaines, l'entretien des routes, les énergies. C'est une commune qui grossit, je ne veux pas que l'on privilégie la création d'un poste par rapport à un autre. Cela touche tout le monde, même les anciens. Est-ce que 17h répondraient mieux ? Attention, au détriment d'un autre poste. Les besoins de la population évoluent, mais il faut aussi considérer qu'on va devoir recruter d'autres agents pour rendre d'autres services. Après on discutera de comment. Par exemple, le choix de laisser les routes se dégrader, d'éteindre le chauffage dans les salles. Depuis quelques temps j'ai l'impression qu'on est en concurrence technique/bibliothèque. Au départ, nous avons recruté un agent afin de ne pas perdre des bénévoles et mettre une personne pour assurer la coordination. Est-ce qu'une commune de 1300 habitants a besoin d'un tel service ? ».

M. Testemale répond que la commune de Bordères a quelqu'un en poste.

Mme Linxe rajoute « maintenant si on me dit qu'on trouvera des personnes aussi compétentes que les personnes présentes aujourd'hui... j'ai quand même peur que les bénévoles arrêtent ».

M. Meuris réplique « on n'a pas eu de débat de fond ; si on a l'intérêt d'avoir une bibliothèque ? »

Mme le Maire précise que pour avoir une aide de la DRAC, il faut une ouverture de 17.50 heures.

M. Meuris complète « demain on aura une charge de personnel supplémentaire, demain on peut ouvrir un nouveau service pour nos administrés et nos aînés ; par exemple une aide pour internet ».

Mme le Maire informe que ce nouveau service d'aide aux administrés pour les démarches en ligne est prévu.

M. Meuris demande si les services techniques se sentent soutenus.

Mme le Maire répond que les agents des services techniques sont soutenus, certains travaux sont faits par des entreprises afin de leur libérer du temps pour d'autres tâches.

M. Chabanne précise que depuis un an, il n'y a pas eu d'intervention d'entreprise sur les bâtiments, les travaux sont réalisés en interne.

M. Testemale intervient « le débat peut durer longtemps. Un jour il faudra attraper le dossier des services techniques. C'est au moment du budget qu'il faut que l'on prenne des orientations. En face des efforts financiers, il faut faire des efforts de service. »

M. Soux demande « est-ce que faire un effort de 10 000 € que pour la bibliothèque est nécessaire ? »

M. Testemale réplique « et pour changer les contenus »

M. Soux rajoute « après 6 mois, les conditions de la poste ont changé. Est-ce que l'agent a été prévenu ? »

Mme Despouys intercède « la rémunération sur cet indice, par rapport aux autres agents ? »

Mme le Maire précise que l'agent recruté aux services administratifs est à un indice inférieur. Mais cet indice de recrutement est imposé, le CDG lui faisant également le complément de son brut indiciaire.

M. Testemale rajoute que c'est une opportunité pour elle.

Mme le Maire propose le vote à l'assemblée : « à la question, qui est pour la solution recrutement stagiaire, 17,50 heures hebdo, stagiaire et ensuite titularisation, avec aide de la DRAC, solution n° 3 ».

M. Testemale ajoute « si la majorité dit non, alors on vote pour la solution n° 2 ? ».

M. Loubère demande si les bénévoles viendraient en aide supplémentaire.

M. Meuris informe l'assemblée « si l'agence postale est ouverte tous les jours de la semaine, dans la solution n°3, elle sera fermée les lundis ».

M. Testemale « je répète que dans les 3 solutions, les bénévoles vont continuer ».

Mme Linxe intervient « dans la solution n°1, des bénévoles pourraient arrêter ».

M. Loubère demande si des bénévoles ne pourraient pas être intéressés par le poste.

Mme le Maire informe l'assemblée qu'aucun bénévole ne souhaite postuler.

Mme le Maire procède au vote :

- Solution n° 3 : intégration à la commune, augmentation des horaires d'ouverture de la bibliothèque (7h hebo)
 - o Voix pour : Mme Loubère (vote procuration Mme Hurel), M. Testemale, Mme Charon-Burnel, Mme Linxe, Mme Lapêtre-Tauziet, M. Meuris (7 voix)
- Solution n° 2 : 2 CDD
 - o Voix pour : Mme Despouys, M. Lacoste (2 voix)
- Solution n° 1 : 2 CDD distincts
 - o Voix pour : M. Soux (vote procuration M. Laulom), M. Loubère, M. Chabanne (4 voix)

Une abstention : Mme Ilhardoy.

Mme le Maire annonce que la solution n° 3 a été retenue à la majorité des voix.

M. Soux intervient « d'accord, on est en démocratie. Il y a trois ans, on le savait déjà ».

Mme Charon-Burnel réplique « pour nous c'est une bonne nouvelle ».

DELIBERATION 2023-29

BIBLIOTHEQUE : AUGMENTATION OUVERTURE AU PUBLIC

Madame le Maire rend compte au Conseil Municipal de l'entretien avec les représentants de la DRAC.

Considérant la convention de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement d'un agent de la Communauté des Communes du Pays Tarusate, et que dans ce cadre, l'agent effectue un stage d'observation à la bibliothèque de la Commune depuis le 12 décembre 2022 jusqu'au 30 juin 2023,

Considérant que la présence de cet agent a permis une ouverture supplémentaire de 17h50 heures hebdomadaires,

Après en avoir délibéré,

- LE CONSEIL MUNICIPAL, à la majorité des voix,

VALIDE le principe d'augmentation d'ouverture au public de la bibliothèque de la commune en proposant de nouveaux services à raison de 7 heures hebdomadaires supplémentaires

AUTORISE Madame le Maire à déposer un dossier de demande de financement auprès de la DRAC.

QUESTIONS DIVERSES :

- Participation voyage Collège Jean Rostand Tartas séjour Bordeaux

Madame le Maire donne lecture de la demande de participation aux voyages à Bordeaux pour les classes de 4^{ème}.

Le Conseil donne son accord pour verser une participation de 50€ par enfant sur production d'un justificatif du collège.

DELIBERATION 2023-30

PARTICIPATION SEJOUR BORDEAUX COLLEGE JEAN ROSTAND

Considérant le courrier du collège Jean Rostand de Tartas relatif à une demande de participation de la commune pour un séjour à Bordeaux pour les classes de 4^{ème}, qui s'est déroulé pour le 1^{er}

groupe du 16 au 17 mars 2023 et pour le 2^{ème} groupe du 6 au 7 avril 2023, et que 7 enfants y ont participé,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal :

- FIXE la participation de la commune à 50 € par enfant pour le séjour à Paris 2023 pour les élèves de 3^{ème} du Collège Jean Rostand de Tartas
- SOUHAITE que le collège Jean Rostand transmette les demandes avant la date de départ afin de ne pas pénaliser les familles.
- DIT que le versement de la participation sera versé directement aux familles.

- Participation stage percussions Collège Jean Rostand

M. Lacoste rajoute que la commune avait demandé la liste des participants avant le voyage ; « on est devant le fait accompli ». M. Testemale demande si le montant de 50 € sera attribué également à un stage ? M. Lacoste répond que c'est une question de principe.

Madame le Maire demande au conseil de prendre une décision pour une participation au stage de percussions ; 12 voix pour sauf M. Lacoste et David Loubère qui votent contre.

M. Testemale propose de travailler en commission éducation pour établir une règle d'octroi des subventions.

DELIBERATION 2023-31

PARTICIPATION STAGE PERCUSSIONS COLLEGE JEAN ROSTAND

Considérant le courrier du collège Jean Rostand de Tartas relatif à une demande de participation de la commune pour un stage de percussions qui s'est déroulé du 27 au 31 mars, à Sabres
Considérant qu'une élève de la Commune a participé au stage

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, avec 11 voix pour et une voix contre (M. Lacoste)

- FIXE la participation de la commune à 50 € pour le stage de percussion
- DIT que le versement de la participation sera versé directement aux familles.

- **SIETOM** : liste des producteurs non ménagers

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'une taxe supplémentaire sera à la charge de la collectivité pour les déchets de la restauration scolaire.

Le Bistro sera également concerné par cette taxe.

- **SABLIERE MEILHAN**

- o **Délibération remise en état de la sablière proposée par le Groupe Daniel**

Madame le Maire propose de surseoir, les documents n'ayant pas été transmis au conseil municipal.

- o **Redevance 2022**

- o **Attestation de mise à disposition de terrain pour la compensation à la destruction d'habitat d'espèces protégées**

Madame le Maire informe le conseil municipal que la Sablière propose un projet de remise en état de la sablière dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension.

M. Meuris rappelle que l'entreprise Daniel, lors de son entretien avec le Conseil Municipal, s'était engagée à donner le trafic routier à la collectivité. Madame le Maire répond qu'elle l'a fait oralement, une simulation pour la Route de la Sablière a été effectuée, et sera transmise lors de la prochaine séance du conseil municipal.

Madame le Maire informe le conseil qu'il doit délibérer quant à la mise à disposition de la parcelle, propriété de la commune, située sur Le Leuy, piscine irrigation, dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de compensation relatives à la destruction d'habitat d'espèces protégées ; 4.02 ha au total dont 1,80 ha sollicités. Le Conseil donne son accord.

M. Lacoste précise que cette parcelle ne figure dans aucun plan de gestion.

Considérant la réunion du conseil municipal du 11 octobre 2022 durant laquelle la SAS Sablière Rubio annoncer déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la sablière du lieu-dit « Haram », située sur la commune de Meilhan.

Considérant que pour accompagner ce dossier, il leur faudra réaliser un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'habitat des espèces protégées et solliciter l'avis de l'administration qui, pour être validé devra présenter des mesures de compensation.

Considérant que la Commune de Meilhan doit s'engager à mettre à disposition une partie de la parcelle cadastrée section B n°002 pp, située sur la commune du Leuy au lieu-dit « Touron » dans le cadre de la demande de dérogation pour la destruction d'habitat protégées portée par l'entreprise

Sablière Rubio pour son projet de renouvellement et d'extension de la sablière située sur la commune de Meilhan, au lieu-dit « Harram ».

Vu l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement (alinéa 11° du I) qui impose de joindre à ce dossier l'avis de la commune et des propriétaires concernés par le projet sur l'état dans lequel devra être remis le site après cessation d'activité définitive de l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et sur l'usage futur envisagé

Après en avoir délibéré,

- LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

AUTORISE Madame Le Maire à signer l'attestation relative à ce projet, intitulée « attestation de mise en œuvre de mesures de compensation relatives à la destruction d'habitat d'espèces protégées ».

Informations :

Mme le Maire informe l'assemblée qu'elle a effectué une démarche auprès du Crédit Agricole. Ils réalisent des projets ou viennent en aide aux collectivités qui réalisent des travaux sur des bâtiments afin de diminuer les charges d'énergies. Soit la collectivité réalise les investissements, soit c'est le CRCA qui investit (location de toitures par exemple).

M. Soux demande si c'est seulement sur des bâtiments existants.

Mme le Maire précise que cela concerne des bâtiments d'un minimum de 500 m² de toiture. La toiture du groupe scolaire et de la salle des fêtes sont en charpente traditionnelle, donc pas besoin de renfort, par contre pour la toiture de la salle polyvalente, la commune devra porter l'investissement. Le CRCA calcule la rentabilité et ce ne sera pas eux les investisseurs.

Mme le Maire rend compte au conseil de la conférence des maires de la CCPT qui s'est tenue hier soir. La loi Climat et Résilience a été promulguée, les décrets d'application sont sortis, cette loi va obliger une modification du PLUi. Le nombre d'hectares mis en zone U et AU représente 500 ha sur le territoire de la CCPT, 200 ha devront être retirés. Cela représente 50% de surfaces à artificialiser (ZAN). Cela devrait débuter en 2024, le PLUi est en application jusqu'en 2029. L'ADACL a mis une couche supplémentaire sur le cadastre, les zones U et AU non artificialisées seront répertoriées. « Par exemple, pour la parcelle du skate parc, si la commune décide de l'enlever pour construire des sanitaires par exemple, elle ne pourra plus faire de constructions, autre exemple de parcelles où sont construits des stades municipaux et que les communes souhaitent construire des tribunes ». Elle informe que la zone ENR à Rion a été retirée car le projet ne se fera pas. Chaque commune devra faire un travail de suppression de surfaces.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que l'enquête publique relative au projet de parc photovoltaïque se déroule jusqu'à fin juin.

Mme Charon-Burnel demande à M. Meuris s'il a pris contact pour le City Parc auprès des organismes JO 2024. M. Meuris répond qu'il n'a rien fait, il demande si 1500 voix seraient suffisantes pour le prochain budget participatif. Mme Charon-Burnel dit « avec 1500 voix ce sera facile ».

La séance est levée à 21 heures

Le Maire

Mme LOUBERE Patricia

Le secrétaire

M. CHABANNE Eric